



03.06.2008 – 15:35 Uhr

Mort politique des projets de péages urbains dans les villes suisses

Bern (ots) -

Comme le Conseil des Etats, le Conseil national vient de décider de rayer du programme de législature l'article relatif à la possibilité d'introduire des péages à l'essai dans nos villes. Le TCS en appelle au Conseil fédéral pour qu'il renonce désormais à ses projets de péages à l'essai.

Le TCS salue la décision du Parlement et relève d'emblée que la Constitution fédérale interdit la levée de péages sur un périmètre. Il demande donc aux autorités fédérales de tirer la conclusion de cette décision politique et de soumettre au Peuple une modification de la Constitution plutôt que de tenter de contourner la difficulté d'une double majorité du peuple et des cantons.

Par ailleurs, les études effectuées à ce jour montrent que l'introduction de péages ne se justifie pas à l'heure actuelle. Compte tenu de la petite taille de nos villes, des frais d'installation exorbitants des péages, de leur mauvais rapport coûts-bénéfices (entre 30 et 50% des recettes nécessaires pour l'exploitation du système), de leurs incidences néfastes sur l'économie locale et le commerce de détail, le TCS s'est toujours opposé vigoureusement à ce nouvel impôt.

Finalement, le TCS relève que les automobilistes versent déjà près de 11 milliards de francs par année dans les caisses des collectivités publiques et qu'ils font face à des hausses importantes des prix des carburants, raisons pour lesquelles il préconise un gel de la fiscalité en matière de mobilité.

Contact:

Gérard Métrailler, Chef politique du TCS, tél.: 079 777 83 27

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000091/100563184> abgerufen werden.